De multiples contradictions

Abbé Bernard de Lacoste

page 1

Des évêques parlent

Abbé Jean-Michel Gleize

page 3

Un héritier du Concile

Abbé Jean-Michel Gleize

page 8

DE MULTIPLES CONTRADICTIONS

Une chose ne peut pas être et ne pas être en même temps et sous le même rapport. En d'autres termes, si une proposition est vraie, alors la proposition contradictoire est nécessairement fausse, et réciproquement. C'est évident. Si une personne nie un tel principe, alors elle affirme quelque chose, à savoir que ce principe est faux. Mais en affirmant cela, elle rejette la proposition contradictoire, à savoir que ce principe n'est pas faux. Elle admet donc qu'il est impossible d'être et de n'être pas en même temps¹.

C'est en vertu de ce principe que tout catholique est capable de rejeter certaines propositions qui contredisent ce qui est enseigné par le Magistère de l'Église. Or, il se trouve que, depuis le concile Vatican II, nous constatons des contradictions entre ce que l'Église a toujours enseigné comme appartenant à la doctrine catholique, et ce que les hommes d'Église d'aujourd'hui enseignent. Finirons-nous par devoir nier le

principe de non-contradiction ?

Voici six contradictions.

1^{re} contradiction

Proposition A : Les catholiques sont les seuls à avoir le droit de ne pas être empêchés, par quelque pouvoir humain que ce soit, de s'exprimer publiquement.

Proposition B : Les catholiques ne sont pas les seuls à avoir le droit de ne pas être empêchés, par quelque pouvoir humain que ce soit, de s'exprimer publiquement.

La proposition A est enseignée par le pape Pie IX dans l'encyclique *Quanta cura* publiée en 1864. Certes, Pie IX admet que les pouvoirs publics puissent tolérer l'expression de l'erreur. Mais la tolérance est bien différente de la reconnaissance d'un droit. Comme l'a bien expliqué Léon XIII dans son encyclique *Libertas*, une fausse religion ne possède pas le droit de se répandre.

Quant à la proposition B, elle se trouve au numéro 2 de la déclaration *Dignitatis humanae* du concile Vatican II. Elle est reprise dans le *Catéchisme de l'Église catholique* de 1992 qui dit au numéro 2108 : « Ce droit naturel [à la liberté religieuse] doit être reconnu dans l'ordre juridique de la société de telle sorte qu'il constitue un droit civil ».

2^e contradiction

Proposition A : L'Église du Christ et l'Église catholique sont absolument identiques.

Proposition B : L'Église du Christ et l'Église catholique ne sont pas absolument identiques.

La proposition A est enseignée par le pape Pie XII dans son encyclique *Mystici corporis* publiée en 1943 et dans son encyclique *Humani generis* de 1950. En outre, Pie XI parle des communautés non catholiques comme relevant d'une « fausse religion chrétienne, entièrement étran-

¹ Voir Aristote, *Métaphysique*, L. IV, ch. 3 et 4.

gère à l'unique Église du Christ »².

La proposition B se trouve dans la constitution *Lumen Gentium* du concile Vatican II, au numéro 8. Il est écrit en effet que l'Église du Christ « subsiste dans l'Église catholique ». Cette expression, d'après la Sacrée Congrégation pour la doctrine de la foi³, signifie que, sous le rapport de la durée et de l'unicité, l'Église du Christ et l'Église catholique sont identiques. Mais sous le rapport de la présence agissante, l'Église du Christ est distincte de l'Église catholique parce que plus large que cette dernière.

3^e contradiction

Proposition A : Il y a un seul sujet du pouvoir suprême de l'Église.

Proposition B : Il n'y a pas un seul sujet du pouvoir suprême de l'Église.

La proposition A est se trouve dans la constitution *Pastor aeternus* du concile Vatican I, selon laquelle seul le pape est le chef suprême de l'Église.

La proposition B se trouve dans le concile Vatican II, au numéro 22 de la constitution *Lumen Gentium*, selon laquelle il existe deux sujets du pouvoir suprême dans l'Église : d'une part le pape seul, et d'autre part les évêques unis au pape. Cette thèse se trouve aussi enseignée explicitement dans le Code de droit canonique de 1983 au canon 336.

4^e contradiction

Proposition A : L'Esprit du Christ refuse de se servir des communautés séparées de l'Église catholique comme des moyens de salut.

Proposition B : L'Esprit du Christ ne refuse pas de se servir des communautés séparées de l'Église catholique comme des moyens de salut.

Même si le Saint Esprit ne refuse pas d'agir DANS ces communautés pour donner la grâce aux âmes de bonne volonté (cf. *Mystici corporis* de Pie XII et la Lettre du St Office de 1949⁴), le Saint Esprit refuse d'agir PAR ces communautés. En effet, La proposition A est enseignée équivalement par le quatrième concile du Latran, chapitre premier, rappelant qu'il n'y a pas de salut hors de l'Église catholique. Cette doctrine se trouve aussi dans l'encyclique *Mirari vos* de Grégoire XVI, dans le *Syllabus* de Pie IX (propositions condamnées n°16 et 17) ainsi que dans l'encyclique *Satis cognitum* de Léon XIII.

La proposition B est enseignée par le concile Vatican II dans le décret *Unitatis redintegratio*, numéro 3. Il y est écrit en effet : « (...) Ces Églises et communautés séparées, bien que nous croyions qu'elles souffrent de déficiences, ne sont nullement dépourvues de signification et de valeur dans le mystère du salut. L'Esprit du Christ, en effet, ne refuse pas de se servir d'elles comme de moyens de salut ».

5^e contradiction

Proposition A : L'ancienne Alliance est abrogée.

Proposition B : L'ancienne Alliance n'est pas abrogée.

La proposition A est enseignée par saint Paul au chapitre VII de l'épître aux Hébreux : « Car le sacerdoce étant changé, il était nécessaire qu'il y ait aussi un changement de loi. (...) Il y a ainsi abolition de la première ordonnance, à cause de son impuissance et de son inutilité ». Le Concile de Florence enseigne de même dans la bulle *Cantate Domino* du 4 février 1442⁵. Le pape Pie XII écrit aussi dans l'encyclique *Mystici corporis* : « La mort du Rédempteur a fait succéder le Nouveau Testament à l'Ancienne loi abolie ».

La proposition B est enseignée par le pape Jean-Paul II en 1980 : « (...) L'ancienne Alliance, jamais révoquée par Dieu »⁶. De même dans son discours du 11 septembre 1987 : « (...) Un seul Dieu, qui a choisi Abraham, Isaac et Jacob, et a conclu avec eux une alliance d'amour éternelle, qui n'a jamais été révoquée »⁷.

Elle est enseignée aussi par le pape François : « Un regard très spécial s'adresse au peuple juif, dont l'Alliance avec Dieu n'a jamais été révoquée »⁸. Elle se trouve aussi dans le *Catéchisme de l'Église catholique* de 1992, au n°121 : « L'ancienne Alliance n'a jamais été révoquée »⁹.

² Pie XI, Encyclique *Mortalium animos* du 6 janvier 1928, AAS, t. XX, p. 11 : « *Quae cum ita se habeant, manifesto patet, nec eorum conventus Apostolicam Sedem ullo pacto participare posse, nec ullo pacto catholicis licere talibus inceptis vel suffragari vel operam dare suam; quod si facerent, falsae cuidam christianae religioni auctoritatem adiungerent, ab una Christi Ecclesia admodum alienae* ».

³ « Réponses aux *dubia* sur certaines questions ecclésiologiques » du 11 juillet 2007 dans *La Documentation catholique*, n°2385, p. 717.

⁴ Lettre à l'archevêque de Boston du 8 août 1949, Dz 3866 à 3873.

⁵ Décret pour les Jacobites, Dz 1348.

⁶ Discours aux représentants de la communauté juive de Mayence, 17 novembre 1980, § 3 : « Von Gott nie gekündigten Alten Bundes » (www.vatican.va).

⁷ « It is Sitting at the beginning of our meeting to emphasize our faith in the One God, who chose Abraham, Isaac and Jacob, and made with them a Covenant of eternal love, which was never revoked » (www.vatican.va).

⁸ Exhortation apostolique *Evangelii gaudium* du 24 novembre 2013, n°247.

⁹ Mame, 1992, p. 38.

6^e contradiction

Proposition A : La peine de mort peut être permise moralement.

Proposition B : La peine de mort ne peut pas être permise moralement.

La proposition A est enseignée non seulement par saint Thomas d'Aquin ¹⁰, mais par le Magistère constant de l'Église. En 1208, le pape Innocent III impose aux Vaudois une formule d'abjuration qui contient cette proposition : « Nous affirmons que le pouvoir séculier peut, sans péché mortel, prononcer des peines capitales, pourvu qu'il porte cette sentence dans un procès et non

par haine, après délibération et non sans précaution » ¹¹. En 1520, le pape Léon X condamne cette proposition de Luther : « Que les hérétiques aient été brûlés est contraire à la volonté de l'esprit » ¹². En 1891, le pape Léon XIII, en condamnant le duel, reconnaît le droit de l'autorité publique d'infliger la peine de mort ¹³. De même Pie XI dans l'encyclique *Casti connubii* ¹⁴.

La proposition B est enseignée par le pape François. Dans un discours du 11 octobre 2017, il affirme : « La peine de mort est inadmissible car elle tente à l'inviolabilité et à la dignité de la personne » ; citation reprise par

la Congrégation pour la Doctrine de la foi le 1^{er} août 2018 pour modifier le nouveau Catéchisme de l'Église catholique de 1992.

Conclusion

Un catholique dont l'intelligence fonctionne normalement n'a donc pas le choix : soit il accepte ce que l'Église a toujours enseigné, et alors il rejette les nouveautés contradictoires. Soit il accepte les nouveautés, mais alors il doit rejeter le Magistère de l'Église.

Abbé Bernard de Lacoste

¹⁰ Somme théologique, IIaIIae, q. 64, art. 2 et 3.

¹¹ Dz 795.

¹² Dz 1483.

¹³ Dz 3272.

¹⁴ Dz 3720.

DES ÉVÊQUES PARLENT

Le décret *Unitatis redintegratio* sur l'œcuménisme est, parmi les documents du concile Vatican II, l'un des principaux qui posent de graves problèmes à la conscience des catholiques ¹. Mgr Lefebvre devait en faire état au lendemain du Concile, dans son livre bien connu *J'accuse le Concile*, paru en 1976, aux Editions Saint Gabriel, à Martigny, en Suisse ². Mais il ne faut pas méconnaître que, au moment même du Concile, le futur fondateur de la Fraternité Saint Pie X ne fut pas le seul à dénoncer les insuffisances et même les erreurs graves de ce texte qui de-

vait être au principe de la crise sans précédent subie par la suite au sein de la sainte Eglise de Dieu.

- I -

Le schéma sur l'œcuménisme voue d'avance à l'échec l'entreprise d'un véritable retour au bercail

2. José Garcia y Goldaraz (1893-1973), originaire de Hernani en Espagne, fut, de 1953 à 1970, le trente-sixième archevêque de Valladolid. Docteur en théologie et en droit après de solides études à l'Université pontificale de Comillas, il est rapidement

nommé secrétaire du Tribunal de la Rote espagnole, puis conseiller de la Nonciature apostolique. Au cours de son épiscopat il prit part au deuxième Concile du Vatican. Très occasionnellement, c'est-à-dire à trois reprises, il apposa sa signature sur des documents élaborés et présentés par le *Coetus internationalis patrum*, la structure qui regroupait les principaux pères conciliaires décidés à demeurer fidèles à la Tradition et à s'opposer pour cela aux nouveautés du modernisme ³.

3. Nous aurions tort de croire, ce-

¹ Voir l'article de l'abbé de Lacoste, « De multiples contradictions » dans le présent numéro du *Courrier de Rome*.

² Disponible aux Editions Iris : <https://editionsiris.com/products/j-accuse-le-concile>.

³ Cf. l'étude de Philippe Roy-Lysencourt, *Les Membres du Coetus Internationalis Patrum au concile Vatican II. Inventaire des interventions et souscriptions des adhérents et*

pendant, que Mgr Garcia y Goldaraz borna son initiative à ces trois signatures. Il fit parvenir au Secrétariat du Concile de lui-même, et non plus comme simple signataire d'un texte rédigé par le *Coetus*, deux séries de « Remarques écrites » de son propre cru, la première au sujet du schéma sur l'œcuménisme, au lendemain de la soixante-quatrième assemblée générale du 26 novembre 1963 ⁴, et la seconde au sujet du schéma sur la liberté religieuse, au lendemain de la quatre-vingt neuvième assemblée générale du 28 septembre 1964 ⁵.

4. La réflexion que lui inspire le schéma sur l'œcuménisme, présenté à l'appréciation des pères conciliaires lors de la deuxième session, mérite d'être citée dans son intégralité.

5. « Ce schéma *De œcumenismo*, dans tout son entier, mais tout spécialement au numéro 2 du chapitre I, loin de servir à l'union des églises ou des communautés séparées, aboutira à ce que celles-ci persévèrent tranquillement dans leur état de séparation. En effet, le texte de ce schéma décrit ces communautés séparées non pas comme un fait que l'on devrait déplorer, objectivement et en soi, mais seulement comme des Eglises certes moins complètes, mais tout de même pourvues des moyens suffisants pour obtenir le salut. Car il est bien dit que peuvent y être donnés " la vie de la grâce, avec les autres dons intérieurs du Saint Esprit, la foi, l'espérance, la charité ", que " certaines actions sacrées se déroulent chez ces frères séparés [...] que celles-ci peuvent sans le moindre doute produire réellement

la vie de la grâce et que l'on doit dire qu'elles sont en mesure de donner accès à la communion du salut ", et ainsi de suite. Si l'on doit entendre ces expressions en toute rigueur de termes, sans que soit faite aucune allusion à l'obligation au moins objective de rechercher sincèrement la vérité et d'appartenir à l'Eglise catholique, si l'on ne dit rien du tout de la bonne foi qui est requise chez ceux qui peuvent obtenir les biens spirituels mentionnés et pour accéder à la voie du salut, le texte de ce schéma va surtout causer un grand scandale chez nos fidèles, alors que nous devons avant tout nous adresser à eux. Ce texte favorisera l'indifférentisme, les conversions au catholicisme vont devenir plus rares, s'il est encore permis d'utiliser ce terme de conversion, au milieu de la fureur œcuméniste si mal comprise, qui sévit actuellement et c'est d'ailleurs ce que démontre déjà, hélas, une bien triste expérience, alors même que le schéma n'a pas encore reçu l'approbation du Concile. Les catholiques se détourneront plus facilement de l'Eglise pour adhérer aux sectes et, au lieu de l'unité désirée, nous devons subir une dispersion et une séparation encore plus grandes ».

6. En écrivant ces profondes remarques, que lui inspiraient à la fois son esprit surnaturel et son bon sens, ce successeur des apôtres ne faisait que prophétiser, quelques décennies à peine à l'avance, la fameuse « apostasie silencieuse » dénoncée par Jean-Paul II ainsi que « l'herméneutique de la rupture » dénoncée par Benoît XVI. A ceci près que, dans

l'esprit des successeurs de Paul VI, l'apostasie et la rupture ne seraient que des effets indésirables et secondaires de l'*aggiornamento* voulu par Vatican II, des abus, pour reprendre une distinction déjà établie par le cardinal Ratzinger, pour lors Préfet de la Sacrée Congrégation pour la Doctrine de la Foi ⁶ - non pas des fruits mais des abus, c'est-à-dire des conséquences dont il ne serait pas question d'attribuer la responsabilité aux textes du Concile. Et pourtant, ce sont bien ces textes, dénoncés comme tels par l'archevêque de Valladolid, qui contiennent en germe et l'apostasie et la rupture. Les abus ne sont pas des abus ; ce sont les suites nécessaires et inévitables du numéro 2 de ce schéma du futur décret *Unitatis redintegratio*, ce sont les conséquences logiques et les véritables fruits de la nouvelle doctrine de Vatican II sur le faux œcuménisme moderniste et indifférentiste.

7. Mais il y a plus, car Mgr Garcia y Goldaraz n'était pas le seul à s'inquiéter de ces expressions insérées dans le texte du schéma.

- II -

Le schéma sur l'œcuménisme repose sur une notion ambiguë et faussée de ce qui sépare les non catholiques de l'unité de l'Eglise

8. Giovanni Canestri (1918-2015) originaire du Piémont en Italie a été ordonné prêtre en 1941 pour le diocèse de Rome. En 1959, il devient directeur spirituel au Grand Séminaire pontifical romain. Nommé évêque auxiliaire de Rome deux ans plus

sympathisants. Liste des signataires d'occasion et des théologiens, Maurits Sabbe Library, Faculty of Theology and Religious Studies, Peeters, 2014, p. 441. L'archevêque de Valladolid signa le texte d'observations sur le schéma *De divina revelatione*, envoyées au Secrétariat du Concile pendant la troisième session ; un Postulatum adressé aux modérateurs en date du 18 septembre 1965 ; une deuxième pétition demandant la condamnation du communisme lors de la quatrième session.

⁴ *Acta*, vol. II, pars. VI, p. 106-107.

⁵ *Acta*, vol. III, pars II, p. 688-689.

⁶ Notamment dans son livre *Entretiens sur la foi* dont la traduction française parut en 1984.

tard en 1961, il prend part en cette qualité au deuxième Concile du Vatican. En 1971, il devient évêque de Tortone puis en 1975 il retourne à Rome comme évêque auxiliaire et vice-gérant, c'est-à-dire bras-droit du Cardinal-vicaire. Il devient ensuite archevêque de Cagliari (1984-1987) puis archevêque de Gênes (1987-1995). Le Pape Jean-Paul II le crée cardinal lors du consistoire du 28 juin 1988. Le 20 avril 1995, il laisse l'archevêché de Gênes à son successeur et retourne vivre à Rome jusqu'à sa mort survenue le 29 avril 2015.

9. Ce pasteur zélé pour le salut des âmes s'inquiète à juste titre des ambiguïtés et des insuffisances graves du schéma sur l'œcuménisme, spécialement dans le chapitre I. Lors de l'assemblée générale du 25 novembre 1963, il prend la parole dans l'aula pour présenter les six observations suivantes, parfaitement justifiées⁷.

10. Premièrement, le texte du schéma parle des non catholiques, membres des communautés schismatiques et hérétiques, en disant que « baptisés dans le Christ Jésus, ils jouissent du nom de chrétiens » et que « l'Eglise les reconnaît pour ses fils ». Pour plus de clarté, remarque le prélat italien, ne serait-il pas mieux de dire : « l'Eglise les reconnaît comme des fils qui, hélas, se sont séparés de son sein » ? Cette observation ne sera pas retenue et le texte final du décret *Unitatis redintegratio*, au n° 3 de son chapitre I dira : « Justifiés par la foi dans le baptême, ils [les non catholiques membres des communautés schismatiques et hérétiques] sont incorporés au Christ et c'est pourquoi

ils jouissent à bon droit du nom de chrétiens et sont reconnus à juste titre par les fils de l'Eglise catholique comme des frères dans le Seigneur ». On peut estimer que la confusion, loin d'être dissipée, s'en est trouvée aggravée, du fait qu'il est précisé que les nons catholiques sont reconnus par les catholiques comme des frères « à juste titre [*merito*] ».

11. Deuxièmement, le texte du schéma ajoute que « des actions sacrées, qui peuvent même être considérées comme relevant de la religion chrétienne [*etiam christianae religionis actiones*] sont accomplies chez les frères séparés »⁸. Dans le contexte où elle figure, cette expression des « actions sacrées » semble trop vague et trop peu claire au prélat : en effet, il est dit plus loin que « ces actions sacrées » peuvent sans l'ombre d'un doute produire réellement le vie de la grâce, alors ce n'est pas toute action sacrée, prise comme telle, qui peut réellement produire cet effet. Le texte final du décret *Unitatis redintegratio*, toujours au numéro 3 du chapitre I, ajoutera certes des précisions, mais des précisions qui ne précisent rien. Il est dit que les actions sacrées dont il est question produisent la vie de la grâce « de manières variées et en fonction de la condition de chaque Eglise ou communauté ». Mais il reste que, malgré cette différence, qui ne saurait être tout au plus qu'une différence de degré, selon le plus ou le moins, lesdites communautés séparées peuvent produire réellement la vie de la grâce. Alors que, selon l'enseignement constant de toute la Tradition de l'Eglise, une action sacrée produit ef-

fectivement la grâce non en tant que telle seulement mais en tant qu'elle est accomplie selon l'ordre voulu par Dieu et selon les conditions requises et à la validité et à la fructuosité. Même valides, ces actions ne seront pas fructueuses pour les âmes qui sont censées en bénéficier, du fait de l'état de séparation d'avec l'Eglise catholique⁹. La précision donnée par le texte final reste donc très insuffisante, voire inutile. Elle aggrave même la confusion dans la mesure où elle aurait de quoi faussement rassurer les esprits mal avertis.

12. Troisièmement, le texte du schéma dit encore que « les Eglises et les communautés séparées ne sont nullement dépourvues de signification et de valeur [ou de poids : *pondere*] dans le mystère du salut. Voilà qui revient à dire, remarque le futur cardinal archevêque de Gênes, que ces églises et communautés ont une signification dans le mystère du salut et cela laisse à désirer une explication, aussi brève soit-elle. En effet, ces « églises et communautés séparées », si elles sauvent, ne sauvent pas en tant que séparées, mais dans la mesure où elles ont pu conserver certains moyens de salut (qui appartiennent à l'Eglise catholique), en dépit du fait qu'elles soient séparées. Or, ces églises et communautés séparées ne se définissent pas dans leur différence spécifique en raison de ces moyens de salut, qui sont comme des restes de l'Eglise. Bien au contraire, et hélas, elles se définissent dans leur différence spécifique en raison de leurs erreurs, et, ainsi définies, elles ne sauvent personne. Notons aussi entre parenthèses que la note 15 du

⁷ Acta, vol. II, pars VI, p. 35-36.

⁸ « Apud fratres separatos » : la précision revendiquée par Mgr Canestri est certes indiquée dans la suite du texte du schéma, mais, là où elle figure, la portée s'en trouve affaiblie en raison de son absence dans le passage précédent, passage où elle aurait pris tout son sens.

⁹ Cf. Louis Billot, *L'Eglise. II – La Constitution divine de l'Eglise catholique*, question 9, thèse 15, Courrier de Rome, 2011, n° 512-513, p. 129-130 et n° 516, p. 132-133.

schéma, à la page 12, voudrait appuyer ce qui est dit dans le texte sur l'autorité de Léon XIII et de Pie XI, alors que ces deux Papes parlent précisément non des églises ou des communautés mais des personnes individuelles¹⁰ ».

13. Quatrièmement, le texte du schéma affirme au numéro 4 du chapitre I, en parlant du baptême administré hors de l'Eglise catholique, que les catholiques doivent nécessairement regarder avec joie et estime ce bien véritablement chrétien et découlant du patrimoine commun, tel qu'il se trouve chez les frères séparés, car « Dieu dépasse toujours notre attente dans ses œuvres et doit toujours nous étonner ». Sans doute, observe le prélat, l'action de Dieu dépasse-t-elle tout ce que nous pourrions concevoir, en tout baptême, même si ce rite est administré dans l'hérésie. Cependant, nous avons besoin que soit établie la distinction claire entre le baptême tel qu'administré dans l'hérésie et le baptême administré en tant que tel. Car si le baptême produit son résultat, c'est en tant que tel et nullement en tant qu'il est administré dans l'hérésie. En dépit de cette remarque, la distinction n'a pas été faite dans le texte final du décret *Unitatis redintegratio* et la formulation du schéma a été reprise telle quelle.

14. Cinquièmement, le texte du schéma affirme que « à cause des divisions qui sévissent entre les chrétiens, l'éclat du visage du Christ se trouve en quelque manière obscurci dans l'Eglise ». Notre prélat serait d'avis de supprimer la locution adverbiale « en quelque manière [ali-

quantulum], car elle n'en dit pas assez, alors que le schéma évoque déjà les inconvénients de la séparation d'une manière qui est trop inconsistante.

15. Sixièmement, enfin, la définition que le schéma donne de l'œcuménisme semble bien trop obscure, aux yeux de Mgr Canestri et cela s'explique à ses yeux du fait que le premier paragraphe du schéma donne de l'unité de l'Eglise une définition qui est trop peu claire. Les frères séparés, dit-il, ont le droit – et ce droit est d'ailleurs reconnu en général par le Concile pour tous les hommes, dans le schéma sur les moyens de communication sociale¹¹ – d'avoir connaissance de cette unité de l'Eglise, à laquelle nous les appelons avec une charité persévérante. Mais, si l'on reconnaît ce droit aux frères séparés, l'on a par le fait même le devoir de leur procurer cette connaissance. Tout en respectant, bien sûr, les exigences de la justice et de la charité tout autant que celles de la vérité et de la sincérité, il faut donc que le texte du schéma définisse clairement en quoi consiste cette unité de l'unique Eglise, et qu'il dise que c'est l'unité du troupeau du Christ, qui trouve sa cohésion dans la dépendance d'un seul Pasteur, saint Pierre. Mais loin de satisfaire à ce vœu, le texte définitif du décret *Unitatis redintegratio*, dans le numéro 2 du chapitre I, s'en tient à une définition vague de l'unité de l'Eglise : le « mystère sacré de l'unité de l'Eglise, dans le Christ et par le Christ, sous l'action de l'Esprit Saint qui réalise la variété des ministères » a pour principe « la trinité des personnes, l'unité d'un seul Dieu Père, et Fils, en l'Esprit Saint ». Il est certes dit que le Christ

« a confié au collège des Douze la charge d'enseigner, de gouverner et de sanctifier » et que « parmi eux, il choisit Pierre, sur lequel, après sa profession de foi, il décida d'édifier son Eglise » et qu'il « lui confia toutes les brebis pour les confirmer dans la foi et pour les paître en unité parfaite ». Mais l'unité de l'Eglise est davantage décrite que définie, et la suite du texte en tire des conséquences qui s'accordent difficilement avec l'idée d'une société hiérarchique fondée sur saint Pierre et ses successeurs comme sur son principe véritablement social d'unité.

- III -

Le schéma sur l'œcuménisme repose sur une notion ambiguë et faussée de l'unité de l'Eglise

16. Né à Tolède en 1909, Anastasio Granados Garcia (1909-1978) fit ses études au séminaire de cette ville, puis à l'Université Pontificale Grégorienne de Rome, où il obtint un doctorat en théologie et une licence en droit canonique. Ordonné prêtre en 1934 par le cardinal archevêque de Tolède, il occupe ensuite des fonctions et des tâches pastorales de plus en plus importantes : professeur au séminaire de Tolède, curé et aumônier mozarabe, chanoine, chantre et doyen de la cathédrale primatiale, vice-chancelier et chancelier de l'archevêché de Tolède. Il fut également secrétaire particulier du cardinal archevêque de 1934 à 1940, conseiller diocésain de l'Action catholique féminine et vicaire capitulaire de l'archidiocèse de Tolède. Le 30 avril 1960, il fut nommé évêque titulaire de Cidramo et auxiliaire de l'archevêque de Tolède, puis également vicaire général du même archidio-

¹⁰ Pie XI, dans l'Encyclique *Lux veritatis* de 1931 et Léon XIII dans la Lettre *Longinqua Oceani* de 1895, ainsi que dans l'Encyclique *Caritatis studium* de 1898, parlent de toute évidence des individus non des sociétés.

¹¹ Il s'agit du schéma qui aboutira avec le Décret *Inter mirifica*, ou *De instrumentis communicationis socialis*.

cèse. C'est en sa qualité d'évêque auxiliaire qu'il participa aux sessions du Concile Vatican II, où il fut nommé par Paul VI membre de la Commission théologique doctrinale. Nommé évêque de Palencia, en 1970, il mourut dans cette ville en 1978, après une brève maladie. Spécialiste en ecclésiologie, après vingt-sept ans d'enseignement au séminaire de Tolède, il émit des réserves sur le texte du schéma sur l'œcuménisme, lors de la soixante-quatorzième assemblée générale du 25 novembre 1963¹², prenant d'ailleurs la parole juste après Mgr Canestri.

17. Mgr Granados Garcia dénonce surtout l'insuffisance du chapitre I du texte du schéma, spécialement en son numéro 1 qui est censé traiter de l'unité de l'Eglise. La manière dont cette unité est décrite plutôt que correctement définie lui semble trop ambiguë. Pour dissiper cette ambiguïté, le prélat propose d'établir clairement quelques principes et de s'y tenir.

18. Il faut distinguer soigneusement entre l'unité et l'unicité. L'unicité est la conséquence à la fois de l'unité et de la catholicité. L'Eglise est unique au sens où, étant une, elle doit étendre son unité à toutes les nations du monde entier et de toutes les époques. Tel est l'enseignement donné par Léon XIII dans l'Encyclique *Satis cognitum* : « La mission de l'Eglise est donc de répandre au loin parmi les hommes et d'étendre à tous les âges le salut opéré par Jésus-Christ, et tous les bienfaits qui en découlent. C'est pourquoi, d'après la volonté de son Fondateur, il est nécessaire qu'elle soit unique dans toute

l'étendue du monde, dans toute la durée des temps. Pour qu'elle pût avoir une unité plus grande, il faudrait sortir des limites de la terre et imaginer un genre humain nouveau et inconnu ».

19. L'homme prend part à cette unité de l'Eglise lorsqu'il est incorporé au Christ, source de la vie de la grâce, et aux autres membres du Corps mystique par le baptême. Cette unité sanctifie ceux qui en font partie et le principe en est l'Esprit Saint, unissant et vivifiant à la fois. Mais de par la volonté du Christ, l'Eglise est aussi une société visible parfaite et son unité est celle d'une vraie société. Elle résulte de l'action d'une hiérarchie, dont l'autorité se fonde sur la mission départie par le Christ, avec le triple pouvoir d'enseigner, de gouverner et de sanctifier, qui réalise la triple unité de foi, de gouvernement et de sacrements. Cette hiérarchie, qui est le principe visible de l'unité visible de l'Eglise, trouve elle-même son principe dans l'autorité suprême de saint Pierre et de ses successeurs. Et le Saint Esprit l'utilise comme son propre instrument pour unifier et vivifier, à l'exclusion des autres communautés qui ne reconnaissent pas l'autorité suprême des successeurs de saint Pierre.

- IV -

Le schéma sur l'œcuménisme repose sur une fausse conception des moyens de salut

20. L'expression la plus problématique est celle qui figure au numéro 2 du schéma, dans le chapitre I. Le mérite revient à Mgr Luigi Carli (1914-

1986) d'en avoir dénoncé toute la nocivité. Né en Italie, dans la province de Ferrare, Luigi Carli étudie au séminaire diocésain de Comacchio, puis à celui de Bologne et enfin au séminaire pontifical Pio. Après avoir terminé ses études de théologie, il obtient une licence en *utroque jure* à l'Université pontificale du Latran. Ordonné prêtre en 1937, il occupe dans son diocèse les fonctions de recteur du séminaire, d'archidiacre de la cathédrale et de vicaire général. Le Pape Pie XII le nomma évêque de Segni en 1957. C'est en cette qualité qu'il prit part à chacune des quatre sessions du Concile Vatican II, où il intervint à quatorze reprises. Il fut l'un des adhérents du *Coetus Internationalis Patrum*. En 1973, Paul VI le nomma archevêque de Gaeta, où il resta en fonction jusqu'à sa mort, survenue le 14 avril 1986.

21. Lors de la soixante-neuvième assemblée générale du 18 novembre 1963, Mgr Carli proposa deux corrections absolument capitales sur le texte du schéma¹³.

22. La première concerne l'expression la plus fautive et qui demeurera comme une pierre d'achoppement dans le texte définitif du décret *Unitatis redintegratio*¹⁴. Il est dit en effet que « l'Esprit du Christ ne refuse pas de se servir de ces communautés séparées comme de moyens de salut, dont la vertu dérive de la plénitude de grâce et de vérité qui a été confiée à l'Eglise catholique ». Mgr Carli demande que l'on corrige en utilisant cette autre expression : « l'Esprit du Christ ne refuse pas de se servir des moyens de salut qui se trouvent encore dans ces communautés sé-

¹² *Acta*, vol. II, pars V I, p. 37-39.

¹³ *Acta*, vol. II, pars V, p. 450, amendement n° 45 ; p. 460, amendement n° 128.

¹⁴ Voir l'article de l'abbé de Lacoste, « De multiples contradictions » dans le présent numéro du *Courrier de Rome*.

parées, comme la propriété divine de l'unique Epouse du Christ, dont la vertu, etc ». Voilà qui rejoint très exactement les réflexions de Mgr Garcia y Goldaraz et celles de Mgr Canestri, évoquées plus haut.

23. La deuxième correction concerne une omission : l'on doit affirmer d'une façon claire et explicite que les frères séparés ne peuvent bénéficier de certains dons de Dieu que s'ils sont de bonne foi et dans la mesure exacte où ils le sont.

24. Tout cela se tient : les moyens de salut peuvent demeurer en dehors de l'Eglise ; les âmes peuvent en retirer le bénéfice si elles sont dans l'igno-

rance invincible ; les communautés séparées dont font partie ces bonnes âmes ne sont en tant que telles nullement porteuses du salut mais y mettent plutôt un obstacle.

- V -

Des évêques parlent

25. Le refus persévérant de ce texte du Concile n'obéit pas à ce qui serait l'opinion particulière des disciples de Mgr Lefebvre ou la sensibilité spécifique des nostalgiques de la scolastique antéconciliaire. Ce refus se base sur des raisons profondes, qui sont les raisons que le Magistère de l'Eglise a toujours fait valoir pour exposer la doctrine révélée par Dieu,

comme en témoignent ces interventions des évêques, au moment même du Concile. Quoi qu'en disent les novateurs modernistes, aujourd'hui en possession de l'autorité, celles-ci représentent l'argument incontestable et crédible de la Tradition de l'Eglise.

Abbé Jean-Michel Gleize

UN HÉRITIER DU CONCILE

- I -

Une appréciation encore indécise

1. Depuis son élection au Souverain Pontificat survenue le 8 mai dernier, le successeur de François est demeuré relativement sobre et discret, au sens où il ne s'est pas franchement exprimé, ni pour rectifier ni non plus pour donner toute leur confirmation à certaines des orientations plus qu'étonnantes prises par son prédécesseur. Deux points ont en effet suscité une certaine part de désarroi dans le Peuple de Dieu,

ou du moins dans la frange plutôt conservatrice de celui-ci. Plus d'un, parmi les inconditionnels de Jean-Paul II, ont été fort mécontents de l'ouverture autorisée tant par l'Exhortation apostolique *Amoris laetitia* en 2016 que par la Déclaration *Fiducia supplicans* en 2023¹. Plus d'un aussi, parmi les inconditionnels de Benoît XVI, ont été tout aussi fortement mécontents du manque d'ouverture et des restrictions imposés par le Motu proprio *Traditionis custodes* en 2021². Ces silences et cette réserve du nouveau Vicaire du

Christ nourrissent les attentes les plus différenciées, chez tous les déçus – et même plus que déçus : exaspérés – de François.

2. La question posée en filigrane par Jean Pierre Maugendre, dès le 13 mai 2025, sur le site de « Renaissance catholique »³ résume assez bien les choses : Léon XIV sera-t-il le Pape de l'espérance ? La réponse se veut, dans un premier temps, d'un optimiste circonstancié : « *On n'a pas deux fois l'occasion de faire une première bonne impression !* L'adage est connu

¹ Voir les articles parus dans les numéros de mai 2016, mai 2017, septembre 2017, juillet-août 2018, octobre 2020, janvier 2023 et février 2023 du *Courrier de Rome*, ainsi que l'article paru sur la page du 3 janvier 2024 du site *La Porte Latine*.

² Voir les articles parus sur la page du 19 juillet et du 3 septembre 2021 du site *La Porte Latine*, ainsi que l'article paru dans le numéro de mai 2022 du *Courrier de Rome*.

³ Cf. <https://renaissancecatholique.fr/blog/leon-xiv-le-pape-de-lesperance/>.

et recèle une bonne part de vérité. Sous cet aspect le nouveau pape Léon XIV semble accomplir un parcours sans faute. Quelques minutes après son élection il est apparu au balcon de la basilique Saint-Pierre revêtu de la mozette rouge, de l'étole pontificale et d'une croix pectorale dorée, manifestement conscient du sens de la dignité pontificale dont il était désormais revêtu. [...] En choisissant le nom de Léon XIV le nouveau pape renoue avec l'histoire longue de l'Eglise, par-delà les noms des papes (Jean XXIII et Paul VI) du concile Vatican II et de l'après concile (Jean-Paul I et II), la lignée des François étant, à ce jour, sans postérité. [...] Les premières prises de parole publiques du nouveau Pontife ont frappé par leur envergure intellectuelle, leur verticalité, leur caractère surnaturel et leur tonalité résolument christocentrique, n'hésitant pas à traiter de l'Eglise comme *arche du salut* ce qui n'a, bien sûr, rien à voir avec le fait que la diversité des religions serait une sage disposition de la volonté divine ». Mais le Président de Renaissance catholique reste mesuré : « Chacun, maintenant, s'efforce de savoir quelles seront les orientations majeures du pontificat. Si certains points semblent acquis (bienveillance vis-à-vis des migrants néanmoins sans les outrances de son prédécesseur, exercice d'un pouvoir pontifical moins solitaire, volonté d'écoute, dévotion mariale) de nombreux autres sujets restent ouverts ». En effet, Léon XIV ne nous a pas encore tout dit.

- II -

Du paraître à l'être

3. Sans doute, oui, y a-t-il ici, dès les premiers instants du nouveau Pontificat, une question d'image de marque - ou de paraître, et il faut bien reconnaître que celle-ci revêt, dans le contexte, toute son importance, après douze années au cours desquelles le comportement médiatique du Pape François finissait par retirer à la fonction pontificale une part toujours plus grande de sa crédibilité. On ne peut que se réjouir de voir apparaître un successeur de saint Pierre visiblement conscient de la dignité hors du commun que lui confère son élection. Mais, au-delà du paraître, il y a l'être. Et les déclarations du nouveau Pape ont malheureusement déjà de quoi nous permettre de craindre, sans trop nous tromper, que l'orientation de Léon XIV, si elle se différencie de celle de François au niveau du paraître et de l'image représentative, reste foncièrement celle des faux principes de Vatican II au niveau de l'être même de la nouvelle ecclésiologie, œcuméniste et indifférentiste. Tout autant que François, Léon XIV apparaît déjà comme le fils et l'héritier du dernier Concile.

- III -

L'ecclésiologie de Léon XIV

4. Le 19 mai 2025, dix jours à peine après son élection, le Pape Léon XIV a voulu adresser un discours « aux représentants d'autres églises et communautés ecclésiales »⁴. Il insiste sur l'urgence de la démarche œcuménique, en cette année qui doit marquer le mille sept-centième anniversaire du premier concile œcuménique de Nicée. L'unité œcuménique précise-t-il, « ne peut être

qu'une unité dans la foi » et d'ajouter : « En tant qu'Évêque de Rome, je considère comme l'un de mes devoirs prioritaires la recherche du rétablissement de la pleine et visible communion entre tous ceux qui professent la même foi en Dieu Père, Fils et Saint-Esprit ». La foi serait-elle donc la même, alors que la communion - ou l'unité - n'est pas encore pleinement rétablie ? Cela peut s'entendre si l'unité à réaliser est autre que l'unité dans la foi. Mais tel n'est pas le cas, puisque, selon le Pape, cette unité doit se faire dans la même foi : comment peut-il soutenir, dès lors, que la foi est déjà la même, alors que l'unité n'est pas encore pleinement rétablie ?

5. La même problématique se retrouve dans le Discours que le Pape a voulu adresser, le 7 juin dernier, aux participants au Symposium « Nicée et l'Eglise du troisième millénaire : vers l'unité catholique-orthodoxe », réunion d'étude qui s'est tenue à l'Université Pontificale Saint-Thomas-d'Aquin⁵. Citant le document élaboré par la Commission théologique internationale à l'occasion du mille sept-centième anniversaire du concile de Nicée, le Pape déclare que l'année 2025 représente « une occasion inestimable de souligner que ce que nous avons en commun est beaucoup plus fort, quantitativement et qualitativement, que ce qui nous divise ». En effet, continue-t-il, « ensemble, nous croyons au Dieu Trinitaire, au Christ vrai homme et vrai Dieu, et au salut par Jésus-Christ, selon les Écritures lues dans l'Eglise et sous la motion de l'Esprit Saint. Ensemble, nous croyons en l'Eglise, au baptême, à la résurrection des morts

⁴ <https://www.vatican.va/content/leo-xiv/fr/speeches/2025/may/documents/20250519-altre-religioni.html>.

⁵ <https://www.vatican.va/content/leo-xiv/fr/speeches/2025/june/documents/20250607-simposio-nicea.html>.

et à la vie éternelle ». Et d'ajouter : « Je suis convaincu qu'en revenant au Concile de Nicée et en puisant ensemble à cette source commune, nous pourrions voir sous un autre jour les points qui nous séparent encore ». Quels sont ces points ? Le Pape n'en dit rien. Il se contente de répéter que « en célébrant ensemble cette foi de Nicée et en la proclamant ensemble, nous avancerons aussi vers la restauration de la pleine communion entre nous ». Mais de quelle communion peut-il s'agir ? Et quelles sont les divisions qui doivent être surmontées pour y parvenir ?

6. Recevant à Rome, le 28 juin, une délégation du Patriarcat orthodoxe de Constantinople ⁶, le Pape rappelle l'idée déjà introduite dans les textes du concile Vatican II et réaffirmée sans cesse par les déclarations de la Congrégation pour la Doctrine de la foi, de Paul VI à Benoît XVI : l'Église orthodoxe de Constantinople est « une église sœur » et « cet échange traditionnel de délégations entre les deux Églises à l'occasion des fêtes respectives des saints patrons est le signe de la profonde communion déjà existante entre nous et est le reflet du lien de fraternité qui unit les apôtres Pierre et André ». Et de rappeler son intention « de persévérer dans l'effort pour rétablir la pleine communion visible entre nos Églises ».

- IV -

Une ecclésiologie inacceptable

7. Comment entendre tous ces rappels, qui ne font que traduire les enseignements du concile Vatican II, spécialement les principes faux du Décret *Unitatis redintegratio* sur l'œcuménisme ⁷ ? Quelques indices nous sont fournis par les différentes déclarations du Pape, dans les discours précités : compris à la lumière du Décret de Vatican II, ils peuvent donner un sens à la démarche de Léon XIV.

8. Dans le Discours du 7 juin, le Pape précise en effet que « l'unité à laquelle les chrétiens aspirent ne sera pas d'abord le fruit de nos efforts ni ne se réalisera à travers un modèle ou un plan préconçu ». Citant la prière composée par l'un des pionniers de l'œcuménisme, le Père Paul Couturier ⁸, le Pape ajoute que « l'unité sera plutôt un don reçu « comme le Christ le veut et par les moyens qu'il veut », par l'action de l'Esprit Saint ». Et dans le Discours du 19 mai, il explique que « notre communion se réalise en effet dans la mesure où nous convergeons vers le Seigneur Jésus. Plus nous lui sommes fidèles et obéissants, plus nous sommes unis entre nous ». Enfin, dans le Discours du 28 juin, il précise que la communion parfaite doit être atteinte « à travers un engagement constant d'écoute respectueuse et de dialogue fraternel ». Si nous comprenons bien, l'unité dont il s'agit est le fruit d'une dynamique impré-

visible, fondée sur l'action de l'Esprit Saint qui passe par le dialogue et l'écoute réciproque. Pourtant, le Pape Léon XIII, dans l'Encyclique *Satis cognitum* de 1896, rappelle que « l'Église a été fondée et constituée par Jésus-Christ Notre-Seigneur ». Il s'ensuit de là que, contrairement à ce qu'affirme Léon XIV, l'unité des chrétiens doit se réaliser à travers un modèle et un plan préconçu : le modèle et le plan établis par le propre Fils de Dieu, fondateur de l'Église. « Par conséquent », continue Léon XIII, « lorsque nous nous enquérons de la nature de l'Église, l'essentiel est de savoir ce que Jésus-Christ a voulu faire et ce qu'il a fait en réalité. C'est d'après cette règle qu'il faut traiter surtout de l'unité de l'Église ».

9. L'unité inventée de toutes pièces par Vatican II est tout autre et c'est pourquoi ce ne serait être ni l'unité des chrétiens, ni celle de l'Église du Christ. En effet, dit Léon XIII, toujours dans *Satis cognitum*, « l'auteur divin de l'Église, ayant décrété de lui donner l'unité de foi, de gouvernement, de communion, a choisi Pierre et ses successeurs pour établir en eux le **principe** et comme le centre de l'unité. [...] De là vient cette sentence de saint Cyprien, que l'hérésie et le schisme se produisent et naissent l'une et l'autre de ce fait, que l'on refuse à la puissance suprême l'obéissance qui lui est due. " L'unique source d'où ont surgi les hérésies et d'où sont nés les schismes, c'est que l'on n'obéit point au Pontife de Dieu et que l'on ne

⁶ <https://www.vatican.va/content/leo-xiv/fr/speeches/2025/june/documents/20250628-patriarcato-ecumenico.html>.

⁷ Voir l'article « Des évêques parlent » dans le présent numéro du *Courrier de Rome*.

⁸ Cf. https://fr.wikipedia.org/wiki/Paul_Couturier - Paul Couturier (1881-1953) dont les funérailles, présidées par le cardinal Gerlier, eurent lieu en présence de plusieurs pasteurs protestants fut le fondateur de la semaine de prière pour l'unité des chrétiens, qui rassemble dès 1939 les membres des différentes confessions catholiques, orthodoxes, anglicans et réformés et qui sera à partir de 1968 organisée conjointement par le Conseil œcuménique des Églises et le Conseil Pontifical pour l'unité des chrétiens. En 1936, le Père Couturier suscite la première rencontre spirituelle interconfessionnelle à Erlenbach, en Suisse alémanique, entre des pasteurs réformés et des prêtres catholiques, point de départ du Groupe des Dombes, qui réunira ensuite, chaque année, quelque quarante théologiens, catholiques et protestants, pour un dialogue théologique œcuménique.

veut pas reconnaître dans l'Église et en même temps un seul pontife et un seul juge qui tient la place du Christ" (Lettre 12 à Corneille, n° 5) ». Cette unité de l'Église est donc identiquement celle de l'Église du Christ et celle de l'Église catholique romaine, sans qu'il y ait aucune distinction, ni réelle ni même de raison entre les deux ⁹. Car l'unité de l'Église résulte d'un principe voulu par le Christ. Ce principe qui manquera toujours à toutes les communautés séparées de l'Église, quelle que soit la part quantitative ou qualitative qui peut leur être commune avec les catholiques, est un principe surnaturel, parce que divinement institué : c'est le bien de la profession extérieure de la vraie foi et du vrai culte, mais tel qu'il est atteint sous le gouvernement hiérarchique du Pape, chef suprême, et des évêques, chefs subordonnés. Les autres communautés chrétiennes dissidentes possèdent peut-être (d'un simple point de vue matériel) quelques éléments en commun avec l'Église catholique (comme le baptême valide ou la profession de certaines vérités de foi). Mais d'un point de vue formel, elles se définissent en tant que telles dans leur refus du primat de l'évêque de Rome. Ce sont des « sectes », c'est à dire, étymologiquement, des pièces détachées de la vraie Église, et, comme telles, non pas des communions encore imparfaites mais des privations et des refus de communion. La prétendue communion encore imparfaite dont rêve Léon XIV à la suite de Vatican II, est en réalité une non-communion et c'est pourquoi elle ne pourra jamais atteindre à l'unité ecclésiale,

c'est-à-dire à l'unité sociale de partie à partie en vue du même bien commun sous la direction d'une même autorité suprême, celle du Vicaire du Christ.

10. Pour nous résumer, voici notre argumentation théologique mise en forme :

Première prémisse majeure : l'unité de l'Église dont le chef visible ici-bas est le vicaire du Christ est celle de l'Église catholique romaine. Preuve de cette première prémisse : l'unique vicaire de Christ est l'évêque de Rome.

Deuxième prémisse mineure : or, l'unité de l'Église voulue par le Christ est celle de la société dont le chef visible ici-bas est le vicaire du Christ.

Conclusion : donc, l'unité de l'Église voulue par le Christ est uniquement celle de l'Église catholique romaine et ce n'est pas celle que nous décrit Léon XIV à la suite de Vatican II.

- V -

Léon XIV et la Primauté de l'Église de Rome

12. Dans le Discours du 17 juillet, Léon XIV va jusqu'à dire que « Rome, Constantinople et tous les autres sièges ne sont pas appelés à se disputer la primauté, pour ne pas risquer de nous retrouver dans la situation des disciples qui, le long du chemin, alors même que Jésus annonçait sa passion imminente, se disputaient pour savoir lequel d'entre eux était le plus grand (Mc

IX, 33-37) ». Nous regrettons de devoir le dire, au détriment de la pensée du Pape, mais il est évident que le texte de l'Évangile est ici détourné de son sens et instrumentalisé pour servir de caution à une idéologie, celle de cette nouvelle ecclésiologie de Vatican II, dans la confusion la plus totale. En réalité, le sens du passage allégué est que le Christ interdit à ses disciples non pas l'autorité, mais l'esprit de domination, qui correspond à l'abus de l'autorité chez celui qui la possède. Et il est clair que, par la volonté du Christ, saint Pierre possède l'autorité sur les autres apôtres, et qu'il est de ce point de vue « plus grand » qu'eux. Il est également manifeste que le siège de Rome possède la primauté sur tous les autres. Ce sont là des dogmes de notre foi, rappelés en son temps par le concile Vatican I dans la constitution *Pastor aeternus*. Nous ne voyons pas comment concilier, avec la saine doctrine révélée par Dieu et rappelée par la définition solennelle de ce Concile, l'affirmation du Pape Léon XIV, telle qu'elle figure dans ce Discours du 17 juillet. D'autant moins que, dans les actes du concile de Constance, on trouve parmi les propositions condamnées de John Wyclif et de Jean Huss la suivante : « Il n'est pas nécessaire au salut de croire que l'Église de Rome est supérieure aux autres églises »¹⁰.

- VI -

Grâces d'état ?

13. A la fin de la réflexion déjà citée ¹¹, Monsieur Maugendre conclut en ces termes : « Fondamentalement personne ne semble savoir quelle per-

⁹ Cf. Timothée Zapelena, sj, *Le Corps et l'âme de l'Église d'après le magistère et la théologie*, Courrier de Rome, 2013 : chapitre 2 (« Coextension du Corps mystique et de l'Église catholique romaine »), p. 43-64 ; 3^e appendice (« L'unicité du sens révélé de l'expression du Corps mystique »), p. 73-79.

¹⁰ 4¹ proposition condamnée lors de la 8^e session, du 4 mai 1415 (DS 1191). Ce décret fut confirmé par le Pape Martin V dans la bulle *Inter cunctas*, du 22 février 1418 (Collection des actes des conciles établie par Mansi, t. XXVII, col. 1209).

¹¹ Cf. le n° 2 du présent article.

ception a Léon XIV de l'acuité de la crise que vit l'Eglise, de ses causes et des remèdes à y apporter. Ce qui est certain c'est que lui seul a les grâces d'état pour gouverner la barque de Pierre ». Cela est certain, en effet, et Monsieur Maugendre a raison de nous le rappeler. Mais si nous nous basons sur les différents discours du Pape que nous avons rapportés plus haut, il semble plus que douteux que, à supposer qu'il ait conscience d'une crise dans l'Eglise, Léon XIV en voie la cause profonde dans les enseignements de Vatican II. Ce qui est hors de doute, en revanche, c'est que les grâces d'état n'ont jamais rendu personne ni clairvoyant ni infailible ; et qu'elles ne font jamais l'économie de la liberté de celui qui les reçoit. Ces grâces d'état ne sont pas des grâces de miracle. Elles sont le secours que Dieu proportionne à la mission confiée par Lui en vue du bien commun de la société et de l'Eglise à celui qui en a la responsabilité. Elles signifient que, s'il use mal de sa liberté pour manquer à sa mission, celui qui aura tout de même bénéficié de ces grâces d'état sera d'autant plus sévèrement tenu pour responsable de son propre échec.

14. Dire que le Pape seul « a les grâces d'état pour gouverner la barque de Pierre » ne signifie pas que l'Eglise est à l'abri du mauvais gouvernement d'un mauvais Pape. Et cela ne doit certainement pas, non plus, rendre illégitime toute réaction de la part des fidèles, prêtres et évêques, eux aussi membres du Peuple de Dieu et du Corps mystique de Jésus Christ, dans le contexte d'un état de nécessité, où, en dépit de ces grâces d'état qui lui sont réservées à lui seul, le Pape scandalise l'Eglise en lui donnant à boire le poison mortel d'une nouvelle ecclésiologie œcuméniste et indifférentiste. Certes oui, Léon XIV est le seul à recevoir les grâces d'état réservées au successeur de Pierre pour gouverner l'Eglise. Mais les évêques ont eux aussi leurs grâces d'état, qui leur sont données pour assurer la pérennité du sacerdoce, en vue du salut des âmes. Ce sont ces grâces qui ont conduit Mgr Lefebvre à transmettre l'épiscopat à quatre de ses fils, pour accomplir « l'opération survie » de la Tradition et de l'Eglise. Et ce sont ces mêmes grâces qui pourraient conduire prochainement l'abbé Pagliarini à décider que le moment est venu de procéder à de nouvelles

consécrations épiscopales, dans la Fraternité, toujours pour le même motif : continuer l'Eglise malgré ces germes d'auto-destruction que continue malheureusement d'entretenir la prédication du nouveau Pape, Léon XIV.

15. Quant au reste du Peuple de Dieu, il a la grâce suffisante pour prier sans relâche afin que, dans la fidélité aux grâces reçues, le Pape Léon XIV soit fidèle à sa mission, qui est de condamner enfin les faux principes de cette ecclésiologie empoisonnée.

Abbé Jean-Michel Gleize

Courrier de Rome

Responsable : Bernard de Lacoste Lareymondie

Mensuel - Le numéro : 4€; Abonnement 1 an (11 numéros)

France 40€ - ecclésiastique 20€ - de soutien 50€, payable par chèque à l'ordre du Courrier de Rome

Étranger 50€ - ecclésiastique 20€ - de soutien 60€, payable par virement

Référence bancaire : IBAN : FR 76 1027 8063 9800 0205 5530 132 - BIC : CMCIFR2A

Adresse postale: BP 10156 - 78001 Versailles Cedex

E-mail : courrierderome@wanadoo.fr

Site : www.courrierderome.org

Sur le site internet vous pouvez consulter gratuitement les numéros du *Courrier de Rome*, mais aussi acheter nos livres et publications (expédition sous 48 h, tous pays, paiement sécurisé)